

Maxi
 *Fiches*

2^e édition

Histoire de la pensée économique

**GHISLAIN DELEPLACE
CHRISTOPHE LAVIALLE**

DUNOD

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2017

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-075930-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Mode d'emploi	1
Questions de méthode	
1 Comment faire de l'histoire de la pensée économique ?	3
2 Une histoire rapide des théories économiques	7
Les précurseurs	
3 De l'économique à l'économie politique puis à la « science » économique : continuité et ruptures	11
4 La pensée antique et médiévale : vingt siècles de condamnation morale des pratiques économiques	15
5 Princes et marchands à la Renaissance	19
6 Le mercantilisme : unité et diversité	23
7 Philosophie des Lumières et libéralismes	27
8 François Quesnay et la physiocratie	31
L'école classique	
9 L'école classique : présentation d'ensemble	35
10 Monnaie, valeur et prix chez les classiques	39
11 Le libéralisme économique des classiques	43
12 Croissance et répartition chez les classiques	47
Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre	
13 Adam Smith et <i>Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations</i>	51
14 David Ricardo et les <i>Principes de l'économie politique et de l'impôt</i>	55
Pour aller plus loin : les contemporains	
15 Piero Sraffa et les « néoricardiens »	59

Le marxisme

- 16** L'hétérodoxie « socialiste » : présentation d'ensemble 63
- 17** Marx et le socialisme « scientifique » 67
- 18** La diffusion du marxisme : les épigones 71

Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre

- 19** Karl Marx et *Le Capital* 75

Le marginalisme

- 20** Le marginalisme : micro-économie et libéralisme 79

Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre

- 21** Léon Walras et les *Éléments d'économie politique pure* 83
- 22** Alfred Marshall et les *Principes d'économie* 87

Pour aller plus loin : les contemporains

- 23** La microéconomie néowalrasienne 91
- 24** La « nouvelle microéconomie » 95

La pensée autrichienne

- 25** Les écoles autrichienne et suédoise 99
- 26** Joseph Schumpeter, penseur de la dynamique économique 103
- 27** Économie et société chez Hayek et Schumpeter 107

Le keynésianisme

- 28** Le keynésianisme : présentation d'ensemble 111

Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre

- 29** John Maynard Keynes et la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* 115

Pour aller plus loin : les contemporains

- 30** Les « post-keynésiens » et l'approche de la circulation 119

Aujourd'hui : une science économique éclatée

Du monétarisme à la nouvelle école classique : « le renouveau libéral »

- 31** L'impulsion du renouveau libéral par le monétarisme 123
- 32** La nouvelle macroéconomie classique 127

De la résurgence keynésienne à une « nouvelle synthèse » macroéconomique

- 33** Théorie du déséquilibre et équilibres non walrasiens : l'école néokeynésienne 131
- 34** La nouvelle macroéconomie keynésienne 135
- 35** Vers une nouvelle synthèse macroéconomique ? 139

Croissance et information

- 36** Débats autour de la croissance 143
- 37** La théorie des incitations, des contrats et de l'action publique 147

La nébuleuse institutionnaliste

- 38** Théorie standard et approche institutionnaliste 151
- 39** Les courants institutionnalistes « anciens » et « modernes » 155

L'économie est-elle une science ?

- 40** L'économie comme science : la naissance d'une conviction 159
- 41** Quelle « science » économique ? 163
- 42** Le progrès des connaissances en économie 167
- 43** La science économique et la crise actuelle 171
- 44** Dictionnaire de 120 économistes 175

Références des citations 197

145 questions pour faire le point 199

Réponses 218

Mode d'emploi

Dans cette 2^e édition du Maxi-Fiches *Histoire de la pensée économique*, toutes les fiches contenues dans la 1^{re} édition ont été révisées et actualisées en fonction de l'évolution de la discipline depuis dix ans. Quatre fiches supplémentaires ont été intégrées, qui prennent en compte de nouveaux développements dans la pensée économique moderne, y compris les effets de la crise économique qui a débuté en 2008. Comme dans la 1^{re} édition, la dernière fiche se présente comme un dictionnaire des principaux économistes ; nous en avons ajouté 20 aux 100 déjà sélectionnés. Ce dictionnaire est désormais suivi de la liste des références des citations fournies à la fin de chaque fiche, ce qui permet de retrouver facilement ces sources.

1. THÉMATIQUE

Cet ouvrage combine une *démarche chronologique*, habituelle en histoire de la pensée économique, et un accent mis sur les *courants de pensée*, car, s'il y a des débats entre économistes aujourd'hui, c'est parce que l'évolution passée de la science économique leur a légué des approches diverses.

Il est souhaitable de commencer la lecture par la fiche 1, qui présente notre conception de l'histoire de la pensée économique, et par la fiche 2, qui contient un panorama rapide de l'évolution chronologique de la science économique et permet de situer l'ensemble des fiches de ce *Maxi Fiches*. Par la suite, les parties correspondant à des courants de pensée peuvent être lues de façon indépendante, les liens avec le reste de l'ouvrage étant assurés par des renvois aux fiches correspondantes.

Nous avons distingué **cinq courants de pensée, qui sont traités en cinq parties par ordre d'apparition dans l'histoire** : l'école classique ; le marxisme ; le marginalisme ; la pensée autrichienne ; le keynésianisme. Ces approches trouvent leur origine dans un passé plus ou moins lointain et elles ont toutes des traductions modernes, plus ou moins reconnues dans la science économique actuelle, mais néanmoins présentes. C'est pourquoi, même si cela rompt l'exposition chronologique de l'histoire de la pensée économique dans son ensemble, **nous avons associé dans la présentation de chaque courant de pensée les auteurs fondateurs et leurs héritiers modernes**.

Un courant de pensée se rattache à une œuvre fondatrice et/ou caractéristique d'un auteur lui-même emblématique. Nous avons donc pour chaque courant consacré au moins une fiche à un couple unissant un auteur et son œuvre majeure. Ce choix dresse la liste restreinte des « grands » économistes du passé, qui ont selon nous marqué l'évolution de la discipline en donnant une identité (et parfois leur nom) aux diverses approches : l'Anglais David Ricardo (école classique) ; l'Allemand Karl Marx (marxisme) ; le Français Léon Walras et l'Anglais Alfred Marshall (marginalisme) ; l'Autrichien Joseph Schumpeter (école autrichienne) ; l'Anglais John Maynard Keynes (keynésianisme). On doit y ajouter le fondateur reconnu de la discipline elle-même, l'Écossais Adam Smith, rangé dans l'école classique.

Il serait vain de vouloir associer une époque et la domination d'un courant de pensée, car la diversité des approches caractérise la science économique depuis son origine. Il y a

deux époques pour lesquelles une telle association peut d'autant moins être tentée. D'une part, avant même la constitution du premier courant de pensée (l'école classique), **des précurseurs** ont traité des questions économiques sans construire un discours autonome par rapport aux autres manières (philosophiques, religieuses, politiques) de voir la société. D'autre part, **depuis à peu près le milieu des années 1970, une science économique éclatée** combine une dominante idéologique (le libéralisme économique), une unification instrumentale (le calcul individuel) et un éclectisme des références analytiques.

Les dernières fiches sont consacrées à quatre questions de méthode relatives à la science économique et à un dictionnaire de 120 auteurs, qui permet de retrouver rapidement les éléments essentiels les concernant. Le nom de chaque auteur mentionné dans le dictionnaire est surligné en rose pâle dans le texte des fiches.

Pour illustrer certains points évoqués dans la fiche, chacune d'elles se termine par quelques citations d'auteurs. On trouvera après le dictionnaire la liste des références précises de ces citations, ainsi qu'un questionnaire à choix multiples (pour tester la compréhension des fiches).

2. L'OUVRAGE EN DIX PARTIES

- I. Questions de méthode : *fiches 1-2*
- II. Les précurseurs : *fiches 3-8*
- III. L'école classique : *fiches 9-15*
- IV. Le marxisme : *fiches 16-19*
- V. Le marginalisme : *fiches 20-24*
- VI. La pensée autrichienne : *fiches 25-27*
- VII. Le keynésianisme : *fiches 28-30*
- VIII. Aujourd'hui : une science économique éclatée : *fiches 31-39*
- IX. L'économie est-elle une science ? : *fiches 40-43*
- X. Dictionnaire de 120 économistes : *fiche 44*

3. POUR ALLER PLUS LOIN

Un manuel publié par l'un des auteurs de ce *Maxi Fiches* permet d'approfondir la plupart des courants et auteurs évoqués :

- Ghislain Deleplace, *Histoire de la pensée économique. Du « royaume agricole » de Quesnay au « monde à la Arrow-Debreu »*, Paris, Dunod, 3^e édition, 553 pages.

1 Comment faire de l'histoire de la pensée économique ?

Point clé

Au-delà des définitions particulières que les différentes écoles de pensée ont pu donner de la discipline, la science économique partage avec l'ensemble des sciences sociales une interrogation générale sur la possibilité de constituer un ordre social sur un mode décentralisé. Considérant que cet ordre social est d'abord un ordre économique, la science économique décline cette interrogation générale en un questionnement particulier sur le processus de formation des grandeurs économiques. L'histoire des réponses apportées à ce questionnement peut alors se faire, soit à la lumière de l'état présent de la théorie économique (pour souligner le processus qui a conduit à sa constitution), soit du point de vue de son origine (pour souligner la permanence des conceptions classiques et leur enrichissement progressif), soit de manière à éclairer les débats théoriques contemporains : l'histoire de la pensée économique est alors conçue comme un élément central du progrès des connaissances en économie.

1. L'OBJET DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

La question même de la définition de l'objet de la science économique, du questionnement qui l'identifie comme discipline autonome, a reçu, dans l'histoire de la pensée, des réponses diverses. Identifiée à une science des richesses à la période classique, elle se définira ensuite comme la science des choix individuels en univers de rareté. Au-delà de ces définitions particulières, la question commune qui rassemble les économistes est celle du processus de formation des grandeurs économiques. À son tour, cette question renvoie à l'interrogation fondamentale, et partagée, sur les conséquences sociales de l'individualisme.

a) À la période classique : l'économie politique, science des richesses

La période classique couvre le XIX^e siècle (cf. fiche 9). Elle commence avec **Adam Smith** (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776 : cf. fiche 13), se poursuit avec notamment **David Ricardo** (*Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 : cf. fiche 14) et s'achève, à la fin du siècle, avec **Karl Marx** (cf. fiches 17 et 19) qui est, d'une certaine manière, le « dernier des classiques ». Les classiques sont donc des contemporains de la première révolution industrielle, du développement du capitalisme industriel, puis de ses crises dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Leur interrogation principale concerne donc ce qu'on appellerait aujourd'hui le processus de croissance économique, c'est-à-dire **le processus d'accumulation des richesses** : il s'agit de s'interroger sur 1) les causes de la richesse (ce qui conduit à s'interroger sur le processus de production, le mécanisme de la division du travail et les mécanismes de l'échange) ; 2) sur sa nature (ce qui conduit à s'interroger sur la nature de la monnaie et les concepts de valeur et de prix) ; 3) sur sa répartition (détermination des revenus et mécanismes de la redistribution).

En corollaire, ils s'interrogent sur les limites éventuelles que pourrait rencontrer ce processus d'accumulation des richesses, et ce notamment à l'occasion de **l'analyse des crises et des cycles**.

b) À la période contemporaine : la science économique, science des choix en univers de rareté

À la suite de la révolution marginaliste (cf. fiche 20), **les auteurs néoclassiques** (Alfred Marshall, *Principes d'économie politique*, 1890 : cf. fiche 22) **vont mettre l'accent sur les effets de la rareté.**

Selon eux, c'est l'existence des contraintes de rareté qui crée le problème économique, lequel devient pour l'essentiel un problème de choix : 1) quoi produire et en quelle quantité (à quelle production affecter les ressources productives dès lors que celles-ci ne sont pas illimitées) ? 2) Comment le produire ? (Quelle est la combinaison productive la plus efficace, c'est-à-dire la plus « économe » ?) 3) Pour qui le produire ? (Comment répartir la richesse créée dès lors que celle-ci est limitée ?)

c) Un objet commun : la formation des grandeurs économiques

Qu'ils mettent l'accent sur l'accumulation des richesses (classiques) ou sur l'allocation des ressources rares (néo-classiques), les économistes s'intéressent au **processus de formation des grandeurs économiques** (richesse, prix, revenus, niveau d'emploi...). Et les relations économiques sont identifiées parmi l'ensemble des relations sociales, comme celles qui ont la particularité de donner naissance à des grandeurs mesurables.

Cette définition appelle deux remarques :

- Une remarque méthodologique tout d'abord : dès lors que la science économique va se définir en se donnant comme objet d'étude des grandeurs, elle va naturellement être portée à recourir au calcul (statistique puis mathématique) et à la formalisation, et à emprunter aux sciences exactes, pour son usage propre, des concepts (tel celui d'équilibre) et des méthodes (tel le calcul infinitésimal ou matriciel). Il en résultera l'ambition toujours maintenue, quoique mal partagée, d'un **rapprochement avec les sciences « dures »** (cf. fiche 40).
- Une remarque analytique ensuite : au cœur du problème des économistes (comment les actions économiques se coordonnent-elles pour former des grandeurs repérables et mesurables ?) se trouve la question de l'aptitude d'une économie à fonctionner sur un mode décentralisé. Cette question, à son tour, relève du questionnement général de la science sociale, relatif aux **conséquences sociales de l'individualisme.**

d) Une manière particulière de se poser une question générale

Elle revient à se poser de manière particulière une question commune à l'ensemble des sciences sociales (la formation de l'ordre social). La particularité de la science économique tient alors à ce qu'elle fait du lien économique (et en l'occurrence du lien marchand) le lien fondateur du social : l'interrogation sur la richesse est une interrogation sur l'harmonie des sociétés.

2. LA PLACE DE L'HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

La diversité de la science économique se retrouve dans la façon d'en écrire l'histoire.

a) L'histoire de la pensée économique du point de vue de son aboutissement

On peut faire l'histoire de la discipline du point de vue de son aboutissement, retenant l'idée d'un progrès constant des connaissances (Joseph Aloïs Schumpeter, *History of Economic Analysis*, 1954). **Les théories passées sont alors étudiées et jugées à l'aune de ce qui constitue la science économique moderne** : elles apparaissent soit comme des avancées, soit comme des reculs sur le chemin qui conduit à ce que la science économique est

aujourd'hui. Évidemment, une telle vision conduit à faire de l'histoire de la pensée économique une archéologie et, considérant que la théorie économique moderne est l'état le plus avancé et le plus achevé de la science, l'histoire de la pensée économique est jugée *a priori* inutile pour comprendre les débats modernes ; le risque est alors grand de la faire sortir de la discipline : faire de l'histoire de la pensée économique, ce serait alors davantage faire de l'histoire que faire de l'économie (au sens de contribuer à l'avancement de la connaissance économique).

b) L'histoire de la pensée économique du point de vue de son origine

On peut aussi faire de l'histoire de la pensée économique du point de vue de son point de départ (**Adam Smith** et la théorie classique). Le risque serait alors de biaiser la vision de la discipline par l'acceptation de l'idée que celle-ci serait nécessairement caractérisée par certains traits constitutifs de la pensée classique, qui pourtant n'existaient pas avant elle et ne seront pas admis unanimement après, y compris par des auteurs qu'il serait difficile d'exclure du périmètre de la discipline.

Ces traits constitutifs sont :

- **la croyance en des lois économiques naturelles**, qui s'appliqueraient en tout lieu et en tout temps, alors que le caractère historiquement déterminé des lois du capitalisme est au contraire souligné par le marxisme (*cf. fiche 17*), l'école historique, le keynésianisme (*cf. fiche 28*) ou l'école institutionnelle (*cf. fiche 39*) ;
- **la caractérisation de l'ordre économique comme un ordre marchand** et la réduction des relations économiques à un libre-échange généralisé source de la richesse, là où certains auteurs, de la physiocratie (*cf. fiche 8*) à l'école classique – que pourtant Smith contribue à fonder – insistent davantage sur la spécificité des relations de production, tandis que d'autres, des mercantilistes (*cf. fiche 6*) aux keynésiens, confèrent à l'État, même dans une économie de marché, un rôle essentiel dans la constitution de l'harmonie économique et sociale ;
- **l'affirmation de la neutralité de la monnaie** et la description du processus de formation des grandeurs économiques en termes exclusivement réels, alors que l'analyse de la monnaie et de son influence et la compréhension des relations économiques à partir des relations monétaires sont au cœur de théories antérieures (comme le mercantilisme) ou postérieures (comme celles de **Karl Marx** ou **John Maynard Keynes**).

c) L'histoire de la pensée économique du point de vue de la permanence des questions et des débats fondamentaux.

Une dernière possibilité est de **faire de l'histoire de la pensée économique de manière à éclairer les débats contemporains**. Ainsi, faire de l'histoire de la pensée économique, ce peut être resituer les idées économiques, de manière chronologique, dans leur contexte, mais ce peut être surtout, au-delà de l'immersion dans le factuel, comprendre la logique du développement de la discipline, de ses prémices jusqu'à son état actuel, et souligner la permanence des débats fondamentaux, repérer les questions non encore résolues, et identifier les oppositions irréductibles qui nourrissent le débat économique.

Selon ce dernier point de vue, **l'histoire de la pensée économique fait alors partie intégrante de la théorie**, au sens où elle contribue au progrès de la discipline en lui permettant de prendre conscience de ses limites. C'est le point de vue que nous adopterons dans le présent ouvrage.

Citations

- **La définition contemporaine de la science économique**

« L'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs. » (Lionel Robbins, *La Nature et la signification de la science économique*, 1932).

- **Les débats fondamentaux qui la traversent...**

« D'un côté il y a ceux qui croient qu'à long terme le système économique s'ajuste tout seul, non sans grincements, gémissements et saccades, ni sans être interrompu par des contretemps, des interférences extérieures et des erreurs... De l'autre, il y a ceux qui rejettent l'idée que le système économique puisse sérieusement s'ajuster tout seul. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

- **et l'importance de l'enseigner historiquement**

« Il est de fait que les erreurs fondamentales qu'on commet aujourd'hui en analyse économique sont plus souvent dues à un manque d'expérience historique qu'à toute autre lacune de la formation des économistes. » (Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, 1954).

2

Une histoire rapide des théories économiques

Point clé

Les débats qui traversent l'histoire de la pensée économique se nouent autour de deux questions : les relations marché/production et marché/État. Schématiquement, l'histoire de ces débats est ponctuée par trois « révolutions » (dont la datation découle de la parution des grandes œuvres qui les marquent) :

La « révolution classique » (1776-1817) représente pour la première fois l'économie comme un système dans lequel s'articulent les échanges marchands et l'organisation de la production, et elle élabore les principes de la doctrine libérale.

La « révolution marginaliste » (1874-1890), en généralisant la loi de l'offre et de la demande à l'ensemble des activités économiques, absorbe l'analyse de la production dans celle du marché et donne un fondement scientifique à la doctrine libérale.

La « révolution keynésienne » (1936) établit l'incapacité d'une économie de marché à atteindre le niveau de production globale permis par la main-d'œuvre disponible et justifie ainsi l'abandon d'un laisser-faire général au profit d'une intervention de l'État.

Ces trois « révolutions » dans la pensée économique ont façonné les termes dans lesquels se présentent aujourd'hui les controverses entre économistes, en particulier sur la place qu'il convient d'attribuer au marché dans l'ensemble des relations sociales, thème central du renouveau néolibéral.

1. DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE À LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

On a vu dans la [fiche 1](#) que la science économique se pose de manière particulière une question commune à l'ensemble des sciences sociales : comment un ordre social se forme-t-il ? Elle analyse ainsi la façon dont les relations entre les hommes se traduisent dans des grandeurs mesurables, au premier rang desquelles la **richesse** (tant individuelle que collective). Il convient à présent de se demander quand est apparue cette science économique et selon quels grands axes elle a évolué jusqu'à nos jours. Ces interrogations sont au cœur de l'histoire de la pensée économique et il s'agit ici d'en donner un panorama général, qui sera détaillé dans les fiches composant cet ouvrage.

L'activité économique est aussi ancienne que les sociétés organisées. C'est en Grèce antique que se forge le mot *économie*, de *oikos* (maison) et *nomos* (loi) : l'économie domestique porte sur les règles d'administration de la maison ou du domaine. Si dès cette époque on s'interroge sur la similitude ou non des règles s'appliquant à la famille (l'économie) et à la Cité (le politique), l'activité économique sera pendant longtemps perçue seulement comme une des activités humaines, subordonnée à d'autres types de relations entre les hommes (religieuses, politiques) sur lesquelles repose l'existence de la société.

C'est dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que la primauté de l'économie commence à être reconnue. Cette prééminence des relations économiques dans l'organisation de la société et l'élaboration d'une science destinée à en rendre compte s'expliquent par deux phénomènes.

Le premier est la **Révolution industrielle** ; son apparition initiale en Grande-Bretagne n'est pas étrangère au fait que la science économique restera pendant plus d'un siècle et demi sous domination britannique. Dans des sociétés où l'activité de production était

auparavant principalement agricole, le commerce étant limité aux villes et aux échanges internationaux, la Révolution industrielle bouleverse la perception des relations sociales : désormais, l'activité économique est orientée vers le marché et l'organisation même de la production repose sur un échange marchand particulier, le salariat.

Le second phénomène est le développement de la **doctrine libérale**, en vertu de laquelle la concurrence sur les marchés est un mécanisme assurant à la fois l'efficacité économique et l'harmonie sociale, l'État devant se limiter (en dehors de ses fonctions régaliennes) à garantir la liberté économique de tous et d'abord des entreprises. De même que l'expansion de l'économie de marché, qui accompagnait la Révolution industrielle, constituait une rupture avec le commerce spécialisé et cloisonné des sociétés traditionnelles antérieures, la doctrine libérale s'inscrit d'abord en opposition à une vision interventionniste de l'État en matière économique qui justifiait l'attribution de monopoles et les réglementations corporatistes.

2. DU MERCANTILISME AU MARGINALISME

On trouve les premières réflexions sur la richesse dans l'Antiquité grecque, en particulier chez Aristote, qui distingue l'échange tourné vers la satisfaction des besoins, qu'il faut encourager, et la chrématistique, échange en vue de l'enrichissement, qu'il condamne. Ces arguments furent repris au Moyen Âge par Saint Thomas d'Aquin et les scolastiques, qui en tirèrent une condamnation du prêt à intérêt (*cf. fiche 4*).

C'est en réaction contre la doctrine thomiste qu'apparaît vers 1360 une première réflexion sur la nature de la monnaie. Contre une vision de celle-ci comme chose du prince, **Nicolas Oresme** soutint que la valeur de la monnaie a pour origine le consentement des marchands à l'utiliser et qu'en conséquence le prince, seule source légitime de création monétaire, doit s'abstenir de la manipuler. Deux siècles plus tard, cette relation entre le prince et les marchands fut en France au cœur des débats monétaires où se distinguèrent de Malestroit et **Jean Bodin**. L'analyse de cette question centrale fut étendue par le mercantilisme à l'enrichissement de la nation par un commerce extérieur contrôlé, à l'encouragement de l'emploi par la protection des industries nationales et à la stimulation de l'activité interne par la circulation de liquidités abondantes (*cf. fiche 6*).

C'est cette vision monétaire et anti-libérale que rejeta **Adam Smith** (*cf. fiche 13*), influencé par le courant français de la physiocratie (*cf. fiche 8*) dont il retint la croyance en un ordre naturel, le rôle du capital dans la génération d'un surplus et le plaidoyer pour la liberté du commerce. Adam Smith fonda l'école classique (*cf. fiche 9*), dont l'apogée fut atteint en 1817 avec **David Ricardo** qui élaborait un système d'économie politique reposant sur une théorie des prix relatifs et de la répartition des revenus (*cf. fiche 14*). Cette théorie s'imposa pendant un demi-siècle et influença même **Karl Marx**, qui tira de sa critique des conclusions anti-libérales et anti-capitalistes (*cf. fiche 19*).

La « révolution marginaliste » des années 1870 conforta la doctrine libérale, mais la fonda sur une autre théorie de la valeur que celle de Ricardo : l'utilité marginale et la loi de l'offre et de la demande devinrent les outils privilégiés de l'analyse économique (*cf. fiche 20*). Le marginalisme s'imposa sous sa version « anglo-saxonne », élaborée par **Stanley Jevons** et **Alfred Marshall** (*cf. sur ce dernier la fiche 22*) ; une version « autrichienne » (*cf. fiche 25*), due à **Carl Menger** et à **Eugen von Böhm-Bawerk**, combattit en Europe centrale l'influence de l'école historique allemande, rétive aux généralisations théoriques. Une troisième version du marginalisme, fondée dès 1874 par le Français **Léon Walras** sur le concept d'équilibre général (*cf. fiche 21*), fut ignorée en dehors de l'école de Lausanne,

où elle fut complétée par l'Italien **Vilfredo Pareto**. Enfermé dans des débats internes d'où émergent **Rosa Luxemburg** et **Nicolas Boukharine**, le marxisme fut progressivement relégué hors de l'enseignement de la science économique (cf. fiches 17 et 18).

3. LA DIVISION EN MICROÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE

En 1936 fut publiée par **John Maynard Keynes** la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, qui constituait à la fois une critique de la théorie de l'équilibre global contenue dans le marginalisme et une démonstration de l'incapacité de l'économie de marché à assurer le plein emploi (cf. fiche 29). Cette nouvelle théorie donna naissance à un courant, le keynésianisme (cf. fiche 28), dont le modèle IS-LM présenté par **John Hicks** dès 1937 en constitua le cadre d'exposition.

Après la redécouverte par Hicks en 1939 de la théorie de Walras, le champ de la science économique fut divisé en deux : la microéconomie, concernant l'allocation des ressources, les prix relatifs et la répartition des revenus, fondée sur l'équilibre général walrasien, et la macroéconomie, concernant l'activité économique d'ensemble, l'emploi et la monnaie, fondée sur l'équilibre global keynésien. À cette division théorique correspondait une division pratique du travail, l'économie de marché étant chargée de l'égalisation des offres et des demandes par branches d'activité et l'État s'occupant de la régulation conjoncturelle du niveau global d'activité. Dans les années 1950, cette vision de l'économie fut complétée par l'introduction de la dynamique, qui se fit, du côté de la microéconomie walrasienne, par **Kenneth Arrow** et **Gérard Debreu** (cf. fiche 23), et, du côté de la macroéconomie keynésienne, par **Robert Solow** (cf. fiche 36).

Ce partage des tâches, qualifié de synthèse néoclassique et dont **Paul Samuelson** fut l'incarnation par son œuvre abondante dès les années 1940, juxtaposait plus qu'il n'intégrait les composantes micro et macro de la science économique, ainsi que la défense du marché et l'intervention de l'État. Malgré cette faiblesse, il demeura jusqu'au milieu des années 1960, où il fut remis en cause de deux côtés.

Une première ligne de critique résulta d'une tentative de convergence entre une conception plus radicale (dite **post-keynésienne**) de la croissance, illustrée entre autres par **Joan Robinson** et **Nicholas Kaldor** (cf. fiche 30), et un rejet du marginalisme au profit d'un retour aux principes de la théorie ricardienne, initié en 1960 par **Piero Sraffa** (cf. fiche 15). Une deuxième remise en cause vint de la **théorie du déséquilibre** qui, à la suite de **Robert Clower** (1965), s'efforça d'intégrer les idées de Walras et de Keynes en une théorie plus générale (cf. fiche 33).

Mais le coup fatal fut porté par le **monétarisme**, défendu depuis les années 1950 par **Milton Friedman** (cf. fiche 31), dont la critique des politiques monétaires orientées vers la recherche du plein emploi déboucha dans les années 1970 sur le rejet pur et simple de la macroéconomie keynésienne par les **nouveaux classiques** regroupés autour de **Robert Lucas** (cf. fiche 32). Ce rejet suscita, à partir des années 1980, une réaction des **nouveaux keynésiens** visant à retrouver des résultats qualifiés de keynésiens à partir de fondements microéconomiques adaptés (cf. fiche 34). Une tentative de nouvelle synthèse sembla émerger à partir de la fin des années 1990 (cf. fiche 35) mais elle a été ébranlée par la crise économique ouverte en 2008 (cf. fiche 43).

Bien que la microéconomie ait ainsi absorbé, d'une manière ou d'une autre, le pilier macroéconomique de la synthèse néoclassique, cela n'a pas cependant conduit à une unification de la discipline autour du paradigme walrasien. Au sein de la microéconomie elle-même, ce paradigme fondé sur la concurrence parfaite et l'équilibre général est, depuis

les années 1980, délaissé au profit d'une « nouvelle microéconomie » de la concurrence imparfaite en équilibre partiel (cf. fiche 24).

Cette absence d'unification théorique explique qu'à côté des **nouveaux classiques** et des **nouveaux keynésiens**, des nébuleuses non encore stabilisées connaissent aujourd'hui un intérêt croissant autour des théories néo-autrichiennes issues de **Joseph Schumpeter** et de **Friedrich Hayek** (cf. fiches 26 et 27) ou encore autour de l'approche institutionnaliste (cf. fiches 38 et 39). D'autres thèmes plus spécialisés ont été développés, tels que la croissance endogène (cf. fiche 36) et la théorie des incitations, des contrats et de l'action publique (cf. fiche 37).

Citations

- **La « révolution classique » : production et échange**

« Cette *division du travail*, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat ; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **La « révolution marginaliste » : la prééminence du marché**

« Le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète, et il s'agit pour nous de reconnaître les lois suivant lesquelles ces ventes et ces achats tendent d'eux-mêmes à se faire. » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 1874).

- **La « révolution keynésienne » : économie de marché et sous-emploi**

« Lorsque sur dix millions d'hommes désireux et capables de travailler il y en a neuf millions employés, il n'est pas évident que le travail de ces neuf millions soit mal orienté. Il ne faut pas reprocher au système actuel d'employer ces neuf millions d'hommes aux tâches qui leur sont imparties, mais de n'avoir pas d'ouvrage disponible pour le dernier million. C'est le volume et non la direction de l'emploi que le système actuel détermine d'une façon défectueuse. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).